

**Décret exécutif n° 13-306 du 24 Chaoual 1434  
correspondant au 31 août 2013 portant  
organisation de stages pratiques et en milieu  
professionnel à l'intention des étudiants.**

-----

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'enseignement supérieur  
et de la recherche scientifique,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125  
(alinéa 2) ;

Vu la loi n° 83-11 du 2 juillet 1983, modifiée et  
complétée, relative aux assurances sociales ;

Vu la loi n° 83-13 du 2 juillet 1983, modifiée et  
complétée, relative aux accidents du travail et aux  
maladies professionnelles ;

Vu la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419  
correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée,  
portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 84-296 du 13 octobre 1984, modifié et  
complété, relatif aux tâches d'enseignement et de  
formation à titre d'occupation accessoire ;

Vu le décret n° 85-243 du 1er octobre 1985  
portant statut-type des instituts nationaux de formation  
supérieure ;

Vu le décret n° 88-90 du 3 mai 1988, modifié et  
complété, portant organisation des stages en milieu  
professionnel à l'intention des étudiants ;

Vu le décret présidentiel n° 12-325 du 16 Chaoual 1433  
correspondant au 3 septembre 2012 portant nomination du  
Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 12-326 du 17 Chaoual 1433  
correspondant au 4 septembre 2012 portant nomination  
des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 01-293 du 13 Rajab 1422  
correspondant au 1er octobre 2001, complété, relatif aux  
tâches d'enseignement et de formation assurées à titre  
d'occupation accessoire par des enseignants de  
l'enseignement et de la formation supérieurs, des  
personnels chercheurs et d'autres agents publics ;

Vu le décret exécutif n° 03-279 du 24 Joumada Ethania  
1424 correspondant au 23 août 2003, modifié et complété,  
fixant les missions et les règles particulières d'organisation  
et de fonctionnement de l'université ;

Vu le décret exécutif n° 05-299 du 11 Rajab 1426  
correspondant au 16 août 2005 fixant les missions et les  
règles particulières d'organisation et de fonctionnement du  
centre universitaire ;

Vu le décret exécutif n° 05-500 du 27 Dhou El Kaada  
1426 correspondant au 29 décembre 2005 fixant les  
missions et les règles particulières d'organisation et de  
fonctionnement de l'école hors université ;

Vu le décret exécutif n° 08-130 du 27 Rabie Ethani  
1429 correspondant au 3 mai 2008 portant statut  
particulier de l'enseignant-chercheur ;

Après approbation du Président de la République ;

**Décrète :**

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de fixer  
les modalités d'organisation des stage pratiques et en  
milieu professionnel, à l'intention des étudiants de  
formation supérieure du premier et second cycles et de  
graduation des établissements d'enseignement et de  
formation supérieurs.

Art. 2. — Les stages pratiques et en milieu  
professionnel constituent un élément fondamental du plan  
de formation et indissociable du *cursus* pédagogique et  
sont obligatoires dans les spécialités concernées.

Art. 3. — Les stages pratiques et en milieu  
professionnel ont pour objet :

- l'acquisition ou le renforcement des connaissances  
sur les réalités économiques et techniques du pays,
- l'intégration progressive de l'étudiant dans son futur  
cadre de travail,
- la contribution de l'étudiant à l'innovation et aux  
travaux de conception dans l'organisme d'accueil.

Art. 4. — Les stages pratiques et en milieu  
professionnel concernent tous les domaines, les filières et  
les spécialités proposés par les établissements  
d'enseignement et de formation supérieurs.

La nature du stage selon les domaines, les filières et les  
spécialités et le niveau concerné, les modalités  
d'évaluation et de contrôle ainsi que la période du *cursus* à  
laquelle il doit être effectué sont fixés par arrêté du  
ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche  
scientifique, pour les établissements d'enseignement  
supérieur et de recherche scientifique et conjointement  
avec le ministre de tutelle concerné, pour les  
établissements de formation supérieure.

Art. 5. — La programmation des stages est arrêtée,  
durant chaque année universitaire, entre l'établissement  
d'enseignement ou de formation supérieurs concerné et  
l'organisme d'accueil des stagiaires.

Art. 6. — Dans le cadre du programme arrêté, les  
modalités pratiques de déroulement du stage font l'objet  
d'une convention entre l'établissement d'enseignement ou  
de formation supérieurs et l'organisme d'accueil concerné,  
selon le modèle fixé conformément à l'annexe jointe au  
présent décret.

Cette convention précise notamment :

- le plan de travail des stagiaires et les objectifs  
assignés,
- les thèmes ou sujets retenus,

— l'identité et le grade des enseignants-chercheurs et, le cas échéant, des cadres techniques chargés de suivre les stagiaires,

— les dates, durées et lieux des stages,

— les effectifs à accueillir,

— la période de la convention de stage et les modalités de sa résiliation,

— autres conditions.

Art. 7. — L'encadrement des stagiaires est assuré par des enseignants-chercheurs désignés par l'établissement d'enseignement ou de formation supérieurs. Il peut être fait appel, en cas de besoin, d'encadrement des stagiaires, à des cadres techniques retenus parmi les personnels justifiant d'un niveau de qualification supérieur à celui du stagiaire ou d'une expérience professionnelle éprouvée.

Durant sa présence sur les lieux du stage, le stagiaire est placé sous l'autorité hiérarchique d'un responsable désigné par l'établissement d'enseignement ou de formation supérieurs ou par l'organisme d'accueil.

Le stagiaire est soumis au règlement intérieur de l'organisme d'accueil.

Art. 8. — Les cadres techniques chargés de suivre les stages des étudiants, perçoivent une rétribution conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 9. — Le stagiaire est tenu de déposer auprès de la structure d'accueil, un exemplaire des résultats de ses travaux.

Art. 10. — Les stagiaires bénéficient d'une indemnité journalière destinée à couvrir leurs frais de stage et dont le montant est fixé forfaitairement à :

— cinq cents dinars (500 DA) par repas ;

— mille deux cents (1200 DA) dinars par nuitée ;

Soit un total journalier de deux mille deux cents dinars (2200 DA).

L'indemnité journalière prévue ci-dessus, est servie selon les conditions ci-après :

— si le lieu de déroulement du stage se situe dans un rayon inférieur ou égal à cinquante (50) kilomètres de la résidence universitaire de l'étudiant, ce dernier perçoit une indemnité correspondante à un (1) repas, soit cinq cents dinars (500 DA) par jour ;

— si le lieu de déroulement du stage se situe dans un rayon supérieur à cinquante (50) kilomètres de la résidence universitaire de l'étudiant, ce dernier perçoit la totalité de l'indemnité journalière soit deux mille deux cents dinars (2200 DA) ;

— si le lieu de déroulement du stage se situe dans un rayon supérieur à cinquante (50) kilomètres de la résidence universitaire de l'étudiant et que son hébergement peut être assuré par l'établissement ou l'organisme d'accueil il est servi l'indemnité correspondante à deux (2) repas, soit mille dinars (1000 DA) par jour.

Art. 11. — L'établissement d'enseignement et de formation supérieurs de l'étudiant prend en charge, durant toute la période du stage, les frais de son transport jusqu'au lieu de déroulement du stage et son retour.

Art. 12. — Toute absence non justifiée du stagiaire durant la période de stage est sanctionnée par une retenue sur l'indemnité prévue à l'article 10 ci-dessus, correspondant à la durée de l'absence.

Art. 13. — Les stagiaires bénéficient d'une couverture de l'assurance sociale conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 14. — Un certificat de stage est délivré à l'étudiant stagiaire à la fin de la période de stage, selon le modèle fixé conformément à l'annexe jointe au présent décret.

Art. 15. — Sont exclus du champ d'application du présent décret, les stages des formations assurées par les écoles normales supérieures.

Art. 16. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, notamment le décret n° 88-90 du 3 mai 1988, modifié et complété, susvisé.

Art. 17. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Chaoual 1434 correspondant au 31 août 2013.

Abdelmalek SELLAL.

#### ANNEXE

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE  
ET POPULAIRE

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

#### CONVENTION DE STAGE

Entre l'établissement universitaire : .....

Représenté par : .....

Et

l'établissement ou l'administration d'accueil : .....

Représenté par : .....

#### Article 1er. — Dispositions générales

La présente convention est régie par les dispositions de l'article 6 du décret exécutif n° 13-306 du 24 Chaoual 1434 correspondant au 31 août 2013 portant organisation de stages pratiques et en milieu professionnel à l'intention des étudiants.

Et de l'arrêté du ..... relatif à la nature, à l'évaluation et au contrôle des stages pratiques et en milieu professionnel à l'intention des étudiants.

#### Art. 2. — Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser le cadre d'organisation et de déroulement des stages pratiques et en milieu professionnel, à l'intention des étudiants du département ..... de l'établissement universitaire (université, centre universitaire, école) : .....

Le stage concerne les étudiants inscrits en vue de l'obtention du diplôme de licence de ...../ de master de .....